

Madrid: Répondre au peuple et à la science

Dans le monde entier, des millions de personnes – de Hong Kong, du Royaume-Uni, d’Haïti, du Liban, d’Équateur et du Chili – sont descendues dans la rue pour réclamer leur droit à une vie meilleure. Ces manifestations sont l’aboutissement d’une prise de conscience croissante du public et d’un manque d’action de la part du gouvernement pour s’attaquer aux causes profondes de l’urgence climatique et à l’injustice sociale ; les deux étant intimement liés.

Les gouvernements, en plus d’un dangereux manque d’ambition climatique, n’intègrent pas les liens intimes qui existent entre les justices sociale, écologique et climatique. Cette inaction provient d’un système économique et politique qui place le profit avant les êtres humains et la planète, qui est motivé par la cupidité et l’exploitation des ressources, en particulier des combustibles fossiles, et qui donne la priorité aux intérêts de quelques riches pollueurs et grandes entreprises, au détriment de la majorité qui est accablée par un fardeau injuste. Le rapport du GIEC sur les 1.5°C a clairement mis en évidence le besoin pour les gouvernements d’intégrer ces liens.

Le Secrétaire Général des Nations Unies (UNSG) a augmenté la pression politique sur les Etats pour les inciter à faire preuve d’un réel leadership et apporter des réponses politiques. Les gouvernements doivent suivre cette dynamique et répondre aux demandes de leurs citoyens en apportant des réponses concrètes et crédibles aux problèmes clés de la COP25. En particulier :

- Comment allez-vous traiter les pertes et dommages pour les populations les plus marginalisées, en effectuant une révision approfondie du Mécanisme

international de Varsovie sur les pertes et dommages (WIM), afin d’apporter un financement et un soutien réels aux pays et populations impactés qui leur permette de se rétablir après des catastrophes climatiques ?

- Comment allez-vous garantir que les mécanismes de marché ne vont pas nuire à l’intégrité environnementale et à l’ambition climatique ?
- Comment les grandes économies vont-elles monter en puissance en 2020 et contribuer à l’effort mondial pour combler l’écart entre les émissions réelles et attendues, et relever leur ambition climatique nationale au cours de la prochaine décennie ?

À la COP25, les Parties doivent traiter de toute urgence les pertes, dommages et impacts climatiques. L’urgence climatique est quotidienne pour des millions de personnes, qui sont les moins responsables de la crise qui les atteint. Les pertes et dommages causés par le changement climatique touchent principalement les pays les plus pauvres, car ils ne disposent pas de la capacité financière nécessaire pour reconstruire et se rétablir aussi rapidement

que les pays développés. Les Parties doivent achever la révision du WIM et le rendre pleinement opérationnel afin de répondre aux besoins des pays en développement : prévenir et minimiser les pertes et dommages, ainsi que les déplacements de population. Nous attendons de la COP25 des discussions de fond et des résultats concrets pour mettre en place un fonds de financement du WIM, ainsi qu'un processus solide d'augmentation des financements en cas de pertes et dommages.

L'augmentation des ambitions et de l'intégrité de l'Accord de Paris ne devrait en aucun cas être compromise par des mécanismes de marché ou d'autres mécanismes. L'intégrité exige de supprimer progressivement les mécanismes de Kyoto et de garantir que les crédits issus de ces mécanismes ne soient pas comptabilisés dans les efforts d'atténuation exigés par d'autres accords. L'intégrité de l'Accord de Paris nécessite également de protéger les droits des communautés pour s'assurer qu'elles ne subissent aucun tort, et d'éviter les défauts de conception dans la création de mécanisme de flexibilité. Il est essentiel que les Parties acceptent de mettre en œuvre des directives de l'article 6 qui garantissent de réelles réductions d'émissions qui soient mesurables, additionnelles, vérifiables et permanentes, qui évitent tout double-comptage et qui ne nuisent pas aux communautés locales.

La COP25 offre aux gouvernements l'occasion rêvée de rédiger et de présenter (de façon détaillée !) leur plan d'augmentation de leur ambition climatique nationale d'ici 2020. Ces plans devront définir la manière dont les gouvernements réagiront à l'urgence climatique, à l'état d'avancement des connaissances scientifiques sur le climat, et comment ils vont commencer la transformation de la société. La science décrit clairement les conséquences désastreuses auxquelles nos systèmes sociaux, économiques et naturels font face. Le CAN attend de la part des gouvernements qu'ils redoublent d'efforts à Madrid et montrent à leurs citoyens qu'ils envisagent de prendre des mesures significatives et transformatrices pour 2020, notamment en faisant participer les acteurs nationaux à des processus de révision nationaux transparents.

Le Sommet sur le climat de New York a présenté une pléthore de solutions climatiques que les gouvernements peuvent désormais intégrer dans les engagements nationaux (NDC) qu'ils devront soumettre d'ici 2020. Les solutions basées sur la nature (NBS) se prêtent à être intégrées dans les nouveaux NDC transformationnels, offrant une occasion unique de s'attaquer à la crise du climat et de la biodiversité. La conservation et la restauration des écosystèmes sont essentielles si nous voulons atteindre l'objectif de 1,5 °C, et peuvent apporter de nombreux bénéfices à la société. Le CAN exhorte les Parties à traduire leur engagement théorique envers les solutions basées sur la nature (NBS) en objectifs clairs au sein de leurs engagements nationaux (NDC).

Une réponse ambitieuse exige également que les Parties respectent l'engagement de 100 milliards de dollars US annuels pour 2020 et les années suivantes. Le Réseau Action Climat International (CAN) est très préoccupé par le fait que, selon différentes projections, les fonds publics fournis n'atteindront pas les 100 milliards USD en 2020. Suite à la Conférence sur la reconstitution des ressources du Fonds vert pour le climat (GCF), qui a débouché sur un engagement de 9,7 milliards de dollars, le CAN se félicite des efforts consentis par les pays qui ont, conformément à leur juste part, doublé leur engagement. Le CAN note l'absence des États-Unis et de l'Australie qui continuent d'ignorer la crise climatique, et est déçu que des pays comme le Canada, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique n'aient pas encore doublé leurs engagements ou fait leur juste part. A la COP25, le bilan pré-2020 de haut niveau devra pointer le manque de financement et les parties devront être préparées à y remédier. Les pays développés devront augmenter les contributions des finances publiques pour atteindre l'objectif de 100 milliards de dollars.

A la COP25, les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) devront répondre de façon appropriée à l'urgence climatique en s'appuyant sur trois piliers - répondre aux impacts climatiques, augmenter l'ambition climatique et soutenir l'action pour le climat, de la manière suivante :

- **Mettre en place un mécanisme de financement du WIM** qui fournisse des financements nouveaux et additionnels pour répondre aux pertes et dommages, y compris des sources de financement nouvelles et innovantes pouvant générer des ressources réellement additionnelles (comme par exemple des taxes sur le transport aérien et maritime et une taxe sur les dommages climatiques liés à l'exploration de combustibles fossiles) à hauteur de 50 milliards de dollars US d'ici 2022;
- **Poursuivre la mise en place d'un Groupe d'Experts auprès du Comité Exécutif (ExCom) sur l'Action et le Soutien** pour créer un espace de discussion plus grand sur la question du financement des pertes et dommages, aux côtés de la technologie et du renforcement des capacités ;
- **Éliminer progressivement les mécanismes flexibles du Protocole de Kyoto** et ne pas admettre que les crédits Kyoto puissent répondre à des engagements d'atténuation autres que ceux de Kyoto;
- N'accepter que les directives de mise en œuvre de l'article 6 qui **garantissent que les Parties évitent toute forme de double-comptage** de leurs réductions d'émissions transférées au niveau international; ainsi que de soutenir et d'encourager toutes les Parties à adopter

des objectifs d'émissions à l'échelle de l'économie, comme le prévoit l'article 4.4 de l'Accord de Paris;

- Prendre des engagements fermes, donner des signaux politiques clairs, et clarifier les prochaines étapes, de la part de toutes les Parties, et en particulier des plus gros émetteurs, sur la manière dont elles vont **renforcer leur ambition climatique en proposant des NDC transformationnels bien avant la COP26.**
- Convenir **de processus d'examen des engagements nationaux (NDC) inclusifs et transparents, qui engagent tous les acteurs nationaux dans une approche qui implique la société dans son ensemble,** et qui reconnaissent le rôle crucial joué par les écosystèmes pour atteindre les 1,5 °C en s'assurant qu'il y ait des objectifs clairs pour des solutions basées sur la nature dans les NDC.
- S'accorder sur un **calendrier commun et unique de cinq ans** pour la mise en œuvre de des NDC après 2031;
- **S'engager à définir des stratégies à long terme et des objectifs associés pour atteindre l'objectif de zéro émissions nettes en 2050.**
- S'accorder **en 2020 sur un processus qui garantisse la poursuite du programme d'action mondial pour le climat** après la COP26.
- Veiller à ce que le **deuxième examen périodique de l'objectif à long terme de la Convention, et son processus de mise en œuvre, constituent une révision complète** envisageant tous les résultats possibles et prenant en compte toute superposition avec le Bilan Mondial.
- **Prolonger le mandat du Comité de Paris sur le Renforcement des Capacités (PCCB)** pendant une période suffisamment longue pour donner confiance dans les structures institutionnelles existantes et assurer la continuité, et **mieux doter le PCCB de ressources appropriées;**
- **Rendre opérationnel le cadre amélioré de transparence en améliorant significativement les tableaux de transmission communs, les formats tabulaires communs (CTF), diverses présentations et un programme de formation.** Ce faisant, les Parties devraient faire preuve de la souplesse nécessaire tout en respectant les principes TACCC (transparence, exactitude, cohérence, comparabilité et exhaustivité);
- S'assurer que les **tableaux de transmission du soutien fourni, mobilisé, nécessaire et reçu soient remplis pour chaque activité et incorporent la spécificité climatique et leur traduction en termes de subventions.**
- **Reconnaître la reconstitution du Fonds Vert pour le Climat (GCF) et noter le besoin urgent de combler le manque de financement.**
- **Faire progresser les discussions sur la nécessité de rendre les flux financiers compatibles avec l'accord de Paris,** en particulier lors de l'évènement présidentiel organisé par le ministère des Finances, au cours duquel les Parties devront annoncer comment elles entendent mettre fin au financement des combustibles fossiles ;
- **Adopter des règles de fonctionnement pour permettre un débat de fond sur la diversification de l'économie, la transition juste, et le déclin maîtrisé des combustibles fossiles dans le cadre du Forum sur les impacts de la mise en œuvre des mesures de riposte.** En particulier, l'adoption des Termes de Référence (TdR) du Comité d'experts de Katowice sur les impacts de la mise en œuvre des mesures de riposte (KCI) afin de pouvoir commencer à travailler officiellement le plus tôt possible; **S'assurer que les principes d'une transition juste, équitable et honnête pour tous les peuples fassent bien partie des Mesures de Riposte.**

Alors que les délégués et les ministres prennent le chemin de la COP25 à Madrid, nous continuons d'accorder une attention particulière à la situation au Chili, pour veiller à la protection des principes fondamentaux de justice sociale et de droits de l'homme. La COP25 se tiendra à Madrid, mais elle doit rester une COP latino-américaine qui met fortement l'accent sur la protection des personnes touchées par le changement climatique et par des politiques climatiques mal conçues. De plus, cette COP devra montrer que les Parties ont bien entendu les appels à l'action du monde entier et qu'elles ont l'intention d'agir.

For further information: www.climatenetwork.org

Follow us on twitter: [@CANIntl](https://twitter.com/CANIntl)

Subscribe to our ECO newsletter: www.climatenetwork.org/eco-newsletters

Contact: policy@climatenetwork.org

Working Group Co-Chairs

Adaptation and Loss and Damage

Sven Harmeling, CARE International, sharmeling@careclimatechange.org
Harjeet Singh, Action Aid, harjeet.singh@actionaid.org
Sadie Decoste, sadie_decoste@hotmail.com

Agenda 2030

Andreas Sieber, CAN International, asieber@climatenetwork.org

Agriculture

Teresa Anderson, Action Aid, Teresa.Anderson@actionaid.org
Ram Kishan, Christian Aid, ramkishan2000@gmail.com

Ambition

Fernanda Carvalho, WWF, fcarvalho@wwfint.org
Rixa Schwarz, Germanwatch, schwarz@germanwatch.org

Bunkers

Mark Lutes, WWF International, mark.lutes@wwf.panda.org
Sam Van den Plas, Carbon Market Watch, sam.vandenplas@carbonmarketwatch.org

Capacity Building and Technology

Robert Šakić Trogrlić, Practical Action, Robert.SakicTrogrlic@practicalaction.org.uk

Ecosystem

Melanie Coath, The RSPB, Melanie.Coath@rspb.org.uk
Ashton Berry, BirdLife International, ashton.berry@birdlife.org
Catalina Maria, FARN, cmariagonda@farn.org.ar

Energy

Kelly Trout, Oil Change International, kelly@priceofoil.org
Jean Su, Center for Biological Diversity, jsu@biologicaldiversity.org

Finance

Lucile Dufour, Réseau Action Climat France, lucile.dufour@reseauactionclimat.org

Eddy Pérez, Climate Action Network Canada, eddy@climateactionnetwork.ca

Flexible Mechanisms

Andy Katz, Sierra Club, andykatz@sonic.net
Gilles Dufrasne, Carbon Market Watch, gilles.dufRASne@carbonmarketwatch.org

Global Stocktake

Naoyuki Yamagishi, WWF, yamagishi@wwf.or.jp
Christian Holz, Climate Equity Reference Project, cholz@climate.works

Grassroots

Christian Holz, Climate Equity Reference Project, cholz@climate.works
Michael Malcom, Alabama Interfaith Power and Light, revmalcom@thepeoplesjusticecouncil.org
Janet Kachinga, CAN International, jkachinga@climatenetwork.org

G20

Enrique Maurtua Konstantinidis, Farn, enriquemk@farn.org.ar
Kimiko Hirata, Kiko Network, khirata@kikonet.org

NGO Participation and Human Rights

Sébastien Duyck, CIEL, duycks@gmail.com

Science Policy

Manfred Treber, Germanwatch, treber@germanwatch.org
Reinhold Pape, Air Pollution and Climate Secretariat (AirClim), reinhold.pape@snf.se
Neth Elenita Dano, ETC Group, neth@etcgroup.org

Transparency

Nathan Cogswell, WRI, Nathan.Cogswell@wri.org
Noëbert Nyandire, nobnyandire05@gmail.com

Le Climate Action Network International (CAN) est, avec plus de 1300 organisations membres dans plus de 120 pays, le plus grand réseau d'organisations de la société civile du monde à promouvoir l'action gouvernementale face à la crise climatique.